

l'enseignant

Magazine du Syndicat des enseignants de l'Unsa

L'école libératrice

*Extrême
droite :
pourquoi
c'est non !*



Comprendre et agir

La société française est traversée par des courants d'extrême droite qui déploient leurs thèses à l'orée de l'élection présidentielle.

Cet essor concerne aussi d'autres pays, allant jusqu'à la prise de pouvoir de candidats reprenant des codes et des idées d'extrême droite. C'est notamment le cas en Hongrie, au Brésil ou en Pologne.

Si, au SE-Unsa, nous avons choisi de faire un focus sur ce phénomène, c'est pour comprendre et agir. En faisant appel à des experts et des responsables, nous avons voulu actualiser la compréhension des mécanismes qui opèrent dans la société pour mieux y répondre.

Au SE-Unsa, les professionnels de l'éducation que nous sommes, pensons être légitimes pour apporter notre point de vue et déployer nos arguments dans toute discussion professionnelle, amicale ou familiale, dès lors qu'y sont véhiculés des propos validant les thèses d'extrême droite. En effet, ses conceptions sont radicalement opposées à l'universalité de la personne humaine, à la démocratie et au respect des libertés fondamentales que nous défendons et portons dans l'exercice de nos métiers. Jean Jaurès précisait en son temps : *La neutralité serait comme une prime à la paresse de l'intelligence, un oreiller commode pour le sommeil de l'esprit.*

Rémy-Charles Sirvent
Secrétaire national du SE-Unsa



POUR UNE SOCIÉTÉ HUMANISTE ET LAÏQUE LE SE-UNSA INSCRIT SON ACTION DANS UN PROJET DE SOCIÉTÉ HUMANISTE, LAÏQUE ET SOCIAL

Notre projet est laïque. Il s'incarne dans la devise républicaine : Liberté Égalité Fraternité et se fonde sur une conception de la société qui conjugue équité et justice sociale.

Il s'appuie notamment sur la Constitution et la loi de 1905 de séparation des églises et de l'État. Respectueuse de la liberté de conscience de chacun·e, qu'il·elle soit ou non croyant·e, la laïcité, ciment du « vivre ensemble », est garante de la paix civile.

Le SE-Unsa fait de l'engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes un combat essentiel. Il défend le droit à disposer de son corps. Dans l'éducation, ce projet s'incarne dans le service public laïque qui doit être le garant d'équité pour les élèves et leurs familles, sans aucune distinction.

Cette vision républicaine et progressiste s'appuie sur une répartition équitable des richesses et une solidarité entre les individus. Elle considère à égalité de droits et de devoirs chaque femme et chaque homme.

Elle impose d'accueillir dignement toute personne qui foule notre sol et lui reconnaît l'accès aux droits fondamentaux. Ce projet humaniste est incompatible avec une conception ségrégative de la société. Nous rejetons toutes les formes de discrimination, de violence, d'extrémisme politique ou religieux.

Le SE-Unsa combat l'extrême droite et le national-populisme.



© Jacob Lund - Adobestock

enseignant

209, boulevard St-Germain - 75007 Paris
tél : 01 44 39 23 89 - fax : 01 44 39 23 13
mél : enseignant.revue@se-unsa.org

Origine papier : Italie
Taux d'entropisation : 0,018 %

CPPAP n° 0224S 06771 - ISSN n° 1241 - 039 X
10826 : FR234346_03RKPT (identifiant Ademe)

Les informations utilisées pour l'envoi de ce bulletin peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, de suppression dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6/10/1978 relatives à l'informatique.
Prix au numéro : 4 €
Abonnement : 36 €/an



Directeur de la publication : Cyrille Chaleix
Rédacteur en chef : Cyrille Chaleix
Rédaction : M. Domergue, J. Tincu
Photographe : Marie-Claire Chapet
Graphisme : Nathalie Olry
Maquette : Nathalie Olry
Responsable de la fabrication : Laurent Martial
Mise en ligne : Jérôme Butavant
Secrétariat : Ouezna Mohellebi
Imprimerie : Vincent (Tours)
Crédits photos : © Adobe stock
Couverture : © Photo_Pierre-Selim_flickr.com
CC BY-SA 2.0

INTERVIEW

Qui sont les extrêmes droites ?



Que nomme-t-on exactement par *extrême droite* ? Quels en sont les courants confluents ?

Jean-Yves Camus :

Le courant principal est celui des droites populistes radicales que mon collègue Cas Mudde⁽¹⁾ définit par la combinaison du nativisme, de l'autoritarisme et du populisme. Le nativisme est une forme de nationalisme fondée sur la distinction entre les citoyens *natifs* ou *de souche* et les autres, perçus comme menaçant l'essence et l'existence de la Nation. L'autoritarisme consiste en une vision strictement hiérarchisée de la société. Le populisme est une vision du monde qui divise la société entre, d'un côté, le peuple naturellement bon et doté de bon sens et, de l'autre, les élites corrompues et dévoyant l'intérêt général.

Bien peu de formations électoralement fortes peuvent être qualifiées de fascistes car, si l'on s'en tient à la définition d'Emilio Gentile, peu de partis contemporains s'opposent frontalement à la démocratie comme le faisait le fascisme : *mouvement de masse* organisé sous la forme du *partimilice*, qui employait *la terreur* pour conquérir le pouvoir et préconisait *la subordination absolue du citoyen à l'État*⁽²⁾. Le néonazisme est encore plus marginal. Le courant catholique intégriste, lui, subsiste sous la forme de la Fraternité Saint-Pie X fondée par Mgr Lefebvre. De même la Contre-Révolution survit en France par le maurrassisme⁽³⁾ qui continue d'exercer

une influence intellectuelle.

Quels sont les thèmes invariables de ces courants ?

J.-Y. C. : Le problème majeur est bien de trouver une définition de l'extrême droite. Avec Nicolas Lebourg, voici celle que nous donnons. Le centre de la vision du monde de l'extrême droite est l'organicisme, l'idée que la société fonctionne comme un être vivant. Les extrêmes droites véhiculent une conception organiciste de la communauté dont la base est l'ethnie, la nationalité ou la race. Cela implique le rejet de l'universalisme issu de la philosophie des Lumières au bénéfice de l'autophilie (la valorisation du *nous*) et de l'altérophobie. Les extrémistes de droite absolutisent les différences entre nations, races, individus ou cultures. Ils considèrent les différences culturelles et religieuses entre groupes vivant sur un même territoire comme un risque de désordre perturbant leur volonté d'organiser la communauté de manière homogène et comme un facteur d'anxiété et de décadence, voire de disparition de la Nation. Ils cultivent l'utopie d'une société fermée, seul cadre possible d'une renaissance par régénération de la communauté nationale. Les extrêmes droites refusent, même quand elles l'utilisent pour conquérir le pouvoir, le système politique de la démocratie représentative, ses institutions et ses valeurs. Considérant les élites comme traîtres de leur propre peuple, et l'État comme incapable de garantir le bien public, elles s'investissent d'une mission qu'elles considèrent comme salvatrice.



Jean-Yves Camus est politologue, spécialiste de l'extrême droite française et des groupes radicaux islamistes. Il a été chercheur au Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme et a publié plusieurs ouvrages dans ce cadre. Il a aussi été expert pour le Conseil de l'Europe et depuis 2014, il dirige l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès.



QUI SONT LES EXTRÊMES DROITES ?



Elles se constituent en contre-société et se présentent comme une élite de rechange. Leur imaginaire ramène l'Histoire et la société à de grandes figures archétypales et elles exaltent les valeurs irrationnelles antimatérialistes. Enfin, elles rejettent l'ordre géopolitique actuel⁽⁴⁾.

S'ils existent, quels sont les apports trumpistes dans les extrêmes droites européennes ?

J.-Y. C. : Mis à part un populisme partagé et un mépris affiché pour les élites et les médias, il y a peu en commun car nos systèmes politiques diffèrent trop. La victoire de Trump a tenu à son habileté suprême d'avoir été investi comme candidat du Parti républicain et ainsi bénéficié de ses élus, de son maillage territorial, de ses financements et de l'image conservatrice traditionnelle du parti. Et cela, alors qu'il se situait, non pas bien plus à droite, mais au-delà du conservatisme, dans une forme assumée de transgression des codes politiques, parachevant le glissement du parti vers un nativisme déjà largement entamé par l'émergence du *Tea Party*. Trump a fasciné les droites extrêmes européennes, mais l'inverse n'a pas été vrai. Seul Steve Bannon s'y intéressait mais les connaissait mal, ce que démontre sa tentative avortée de bâtir une sorte d'alliance des droites radicales européennes sous sa houlette. Trump a fasciné Marine Le Pen mais elle a échoué à être reçue. Marion Maréchal s'est exprimée devant la grand-messe annuelle des conservateurs mais il n'en a rien résulté. L'ultradroite, elle, s'est plutôt intéressée

au Trump du 6 janvier 2021 qui encourageait quasiment ses partisans à marcher sur le Capitole. Pour elle, l'élection américaine a été volée à Trump, et certains envisagent d'ailleurs que, par ses mesures sanitaires, Macron vole celle de 2022. Précisons enfin que l'extrême droite reste foncièrement opposée au modèle de l'*American way of life*.

En France, l'extrême droite alterne entre entreprise de dédramatisation et martèlement de ses thèmes les plus « clivants ». Existe-t-il une réelle voie d'accès au pouvoir entre la nécessité de s'adresser au plus grand nombre et celle de mobiliser son camp traditionnel ?

J.-Y. C. : Cette réelle voie d'accès s'appelle la question identitaire et la promotion d'un nationalisme ethniciste qui n'arrivera peut-être pas au pouvoir avec une victoire électorale de Zemmour ou Le Pen, mais avec celle d'une droite conservatrice dévoyée qui aura, par opportunisme, rompu le cordon sanitaire avec une partie de l'extrême droite et qui aura, en tout cas, capté l'essentiel de ses idées. C'est au fond ce qu'escompte Éric Zemmour qui est, selon les milieux néodroitières, moins un candidat qu'un *éveilleur* qui défriche, initie et prépare le terrain.

Selon Gramsci⁽⁵⁾, la clé de la bataille politique est l'hégémonie culturelle. Or, la contestation du bien-fondé de l'antiracisme et de la lutte pour les droits humains est de plus en plus audible. Comment l'expliquez-vous ?

J.-Y. C. : Je l'explique par la baisse dramatique du niveau du débat théorique. Celui entre Sartre et Aron opposait des philosophes et chaque

Des outils pour débattre

D'où vient le terme extrême droite ?

Ce terme trouve son origine au moment de la Révolution française : les députés se plaçaient à l'Assemblée nationale à droite ou à gauche du président, selon un clivage pour ou contre les anciens principes. À l'extrême droite se tenaient les aristocrates et les représentants du clergé, les défenseurs de la monarchie et des privilèges, ceux qui étaient contre l'égalité de tous. Ce terme a été de plus en plus utilisé à partir de l'affaire Dreyfus.

ANTHONY LOZAC'H, PROFESSEUR D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Cela fait 20 ans que j'enseigne l'histoire-géographie et l'enseignement moral et civique en collège. Je constate que les attaques de l'extrême droite contre nos enseignements ont pris une ampleur considérable. C'est oublier bien vite que notre République et son École sont un creuset et une communauté d'idées, de valeurs et de savoirs bien plus riches et bien plus porteurs qu'une identité restrictive et crispée. C'est ce qui se joue au sein de la classe et des établissements qui sont perméables aux débats de société. L'École fait son job, en tenant vaillamment les valeurs républicaines.

camp politique avait à ses côtés des intellectuels exigeants. Mais que tirer d'un débat entre essayistes tous-terrains sur un plateau de chaîne d'information en continu ? Les partis ont coupé le lien avec les intellectuels, remplacés par les journalistes politiques. En outre, l'antiracisme a baissé la garde après la défaite de Le Pen en 2002, à tort. Le camp progressiste et antiraciste s'est fracassé sur les questions de l'antisémitisme/antisio-nisme, de l'attitude à tenir face à l'islam et de la définition de la laïcité ; il ne s'en est toujours pas remis. Enfin, il faut comprendre que les effets négatifs de la mondialisation libérale créent une demande d'enracinement, de récit collectif, de lien communautaire (pas communautariste), qu'on ne peut pas écarter d'un revers de main avec des incantations invoquant, sans les incarner concrètement, l'universalisme et l'égalité.

Propos recueillis
par Rémy-Charles Sirvent

(1) Cas Mudde, politologue néerlandais spécialiste des idéologies de l'extrême droite contemporaine et des populismes de droite et de gauche.

(2) Qu'est-ce que le fascisme ? Emilio Gentile, Gallimard, Paris, 2004

(3) Le maurrassisme - ou nationalisme intégral - est l'ensemble des idées philosophiques et politiques de, ou inspirées par Charles Maurras, fondées sur l'ordre et la raison, l'exaltation du sentiment national et la primauté de la collectivité sur l'individu, et qui ont trouvé en particulier leur expression dans le mouvement royaliste Action française.

(4) Les Droites extrêmes en Europe, Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, Seuil, 2015

(5) Antonio Gramsci, écrivain et théoricien politique, est membre fondateur du parti communiste italien. Il est emprisonné par le régime mussolinien de 1926 à sa mort. En tant qu'intellectuel marxiste, il a notamment développé une théorie de l'hégémonie culturelle.



© No-Te - Adobestock

CATHY AMBEAU, PLP LETTRES-HISTOIRE

Les élèves côtoient le langage et les idées de l'extrême droite surtout sur les réseaux sociaux. Par exemple, ils sont interpellés par la violence des propos d'Éric Zemmour qui revendique une francisation des prénoms. De plus, il peut arriver qu'ils reproduisent un discours ambiant de rejet comme lorsqu'un élève refuse de collaborer avec un camarade car le supposant d'origine étrangère : Il est sympa mais les gens comme lui nous prennent notre travail. À ce moment-là, j'arrête alors le cours et fait émerger un débat afin que les élèves se construisent une citoyenneté raisonnée.

NOTRE ADN

Contre l'extrême droite, pour la démocratisation scolaire

Au moment où l'extrême droite semble connaître une audience inédite dans notre pays, Stéphane Crochet, Secrétaire général du SE-Unsa, revient sur la légitimité d'une organisation professionnelle à aborder cette situation et sur le rôle des enseignants et personnels d'éducation dans cette bataille culturelle.



Que répondriez-vous à celles et ceux qui diraient qu'un syndicat ne doit pas de se mêler de politique ?

Stéphane Crochet : La démocratie sociale est une composante essentielle de la démocratie tout court. À ce titre, une organisation professionnelle est fondée pour porter son regard sur les courants qui traversent notre société, notamment les courants politiques dès lors qu'ils touchent son champ d'action, mais aussi quand les idées avancées menacent les bases de la République. Ainsi, le SE-Unsa s'attache à analyser les programmes, les propos et les agissements des partis

d'extrême droite afin d'en démontrer la nocivité pour l'École et pour la cohésion nationale.

On observe que le monde syndical est divisé sur l'attitude à adopter à l'égard de l'extrême droite. Pourquoi est-il difficile d'atteindre l'unité syndicale sur ce sujet ?

S. C. : Récemment, l'Unsa Éducation, la FSU, la CGT et Sud ont cosigné une tribune alertant sur la montée du national-populisme dans notre pays. L'arc syndical aurait dû être beaucoup plus large, mais force est de constater que, pour certaines organisations, l'indépendance politique se mue en un apolitisme aussi pratique que

ADRIEN MISSON, PROFESSEUR D'ESPAGNOL

Mais, Monsieur, ils ne peuvent pas accueillir tout le monde. Voilà le type de remarques souvent très spontanées que j'entends en cours lorsque j'aborde la question de l'immigration en Espagne, et ce, même si les élèves ne sont pas espagnols. Aborder des questions de société telles que l'immigration ou l'évolution de la famille provoque chez les jeunes une identification quasi systématique et, bien souvent, une réaction forte. L'idée est donc de créer des espaces où la parole est libre afin que les lycéens puissent débattre entre eux de façon à déconstruire certaines représentations erronées.

dangereux. Si cet apolitisme évite de dire le fond de sa pensée sur les valeurs, qu'elles soient éducatives ou républicaines, il contribue à la banalisation de l'extrême droite.

Selon vous, quels sont les principaux clivages éducatifs qui existent entre le SE-Unsa et l'extrême droite ?

S. C. : À bien y réfléchir, tout nous oppose à ce que l'extrême droite voudrait mettre en place pour l'École. Au SE-Unsa, nous voulons écrire une nouvelle page de la démocratisation scolaire, notamment par le soutien à la formation des enseignants et au collectif professionnel. Nous voulons promouvoir la laïcité et travailler à effacer les ghettos scolaires. Nous voulons favoriser la coopération. Nous voulons éclairer sur les freins liés à la réussite des élèves, qu'elle soit liée à leur origine sociale ou encore à leur orientation sexuelle. L'extrême droite est contre tout cela.

Qu'attendez-vous des adhérent-es et des sympathisant-es du SE-Unsa dans ce contexte ?

S. C. : À l'Unsa, nous n'avons pas pour habitude de barder d'injonctions et de consignes diverses les personnels qui nous font confiance. Nous partageons nos analyses et ensuite chacun peut y contribuer et agir à sa façon. Les enseignants et personnels d'éducation, par leur nombre et leur autorité morale, ont un rôle à jouer dans la bataille culturelle qui s'offre à nous tous. Cela passe par deux points.

Le premier est de toujours avoir à l'esprit l'article 1 du code de l'Éducation

qui précise qu'*outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'École de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le service public de l'Éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité.*

Le deuxième consiste à déconstruire par l'écoute et la discussion les raisonnements aussi faciles que dangereux portés par l'extrême droite, et ce dans les contextes professionnels, amicaux et familiaux.

Propos recueillis
par Rémy-Charles Sirvent

Des outils pour débattre

À ceux qui disent :

À l'Unsa, vous êtes apolitiques, vous n'avez pas à porter d'appréciation sur les partis politiques.

Nous répondons :

À l'Unsa, nous sommes indépendants des partis politiques mais nous ne sommes pas neutres ou apolitiques. L'Unsa a un projet syndical pour la justice sociale, pour l'égalité, pour la solidarité entre les travailleurs en France, comme en Europe ou dans le monde. Nos positions sur la laïcité, l'égalité femmes-hommes, les droits de l'enfant, la fin de vie dans la dignité, les droits des LGBT, la lutte contre toutes les discriminations, etc. sont hautement politiques.

BÉRENGÈRE DELHOMME, PROFESSEURE DOCUMENTALISTE

À travers des projets avec la Ligue des droits de l'Homme, j'accompagne les élèves dans la réalisation d'œuvres poétiques autour de la fraternité. Dans le cadre d'un salon, nous recevons aussi des caricaturistes et dessinateurs de presse. Former à l'information et particulièrement à la désinformation, comprendre une rumeur et sa propagation, identifier les sources, en tant qu'enseignante documentaliste, je participe à l'émancipation intellectuelle de l'élève dans sa citoyenneté et donc à la lutte contre les idées antirépublicaines de l'extrême droite.

RASSEMBLEMENT NATIONAL ET SYNDICALISME

Nationalisme contre universalisme humaniste

Sur le fond, il existe une véritable antinomie entre les thèmes portés par l'extrême droite et les valeurs qui structurent le syndicalisme.

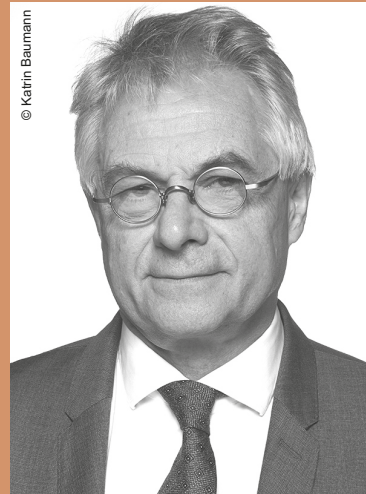
Le syndicalisme en général et le syndicalisme français en particulier inscrivent leur action dans une perspective humaniste. Les syndicats, en France comme à l'échelle internationale, font de la lutte contre toutes les exclusions et les discriminations l'un des fondements de leur identité.

Les thèmes de préférence nationale et toutes ses déclinaisons proposées par le Rassemblement national impacteraient l'ensemble des activités syndicales et modifieraient profondément le modèle social français égalitaire et universel. Ainsi, on peut relever quelques propositions issues du programme de ce parti : mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche des salariés étrangers, conditionner la revalorisation du minimum vieillesse à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France, garantir la sécurité sociale et le remboursement des soins au sol français, réserver aux Français l'attri-

bution de logements sociaux...

On imagine les fractures que cela opérerait dans le salariat et la société. Ainsi, et à la différence des autres formations politiques françaises, le Rassemblement national attaque frontalement le syndicalisme. On constate en effet dans les déclarations une opposition de principe au syndicalisme. Il propose aussi de remettre en cause les règles de représentativité syndicale, particulièrement celle qui précise qu'un syndicat doit justifier d'une ancienneté minimale de 2 ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation, pour participer à une élection. L'idée étant d'opposer aux syndicats authentiques, des organisations fantoches aux ordres du pouvoir. Pour Marine Le Pen, les syndicats réformistes sont les idiots utiles du macronisme et elle promet de fermer le Conseil économique, social et environnemental, *cet énorme fromage de la République qui sert à placer ses amis*. Faut-il rappeler que Pétain avait fermé ledit conseil, comme Bolsonaro l'a fait au Brésil.

L'Unsa, dès sa création, a fait de la lutte contre l'extrême droite un marqueur



Jean Grosset a été secrétaire général adjoint de l'Unsa. Il est actuellement questeur du Conseil économique, social et environnemental (Cese), et directeur de l'Observatoire du dialogue social de la Fondation Jean Jaurès.

MOHAMED ATTIA, PLP LETTRES-HISTOIRE

L'extrême droite peut revêtir différents visages : intolérance, rejet des valeurs républicaines, complotisme. Ces thématiques trouvent parfois un certain écho auprès d'élèves fragiles, en opposition, qui doutent. Chez quelques-uns, la tentation d'intégrer ces thèses est grande, comme cela a pu être le cas lors de l'assassinat de Samuel Paty. Les PLP accompagnent, forment et concourent à l'émancipation des jeunes de la voie pro. La réponse est éducative : parler, argumenter, convaincre. Il s'agit d'informer, d'éclairer et de donner la parole à des jeunes qui ne se sentent pas écoutés et sont séduits par cette idéologie de l'exclusion.

fort, ses statuts étant sans ambiguïté à ce sujet. L'adhésion à l'Unsa est incompatible avec une formation qui prône la préférence nationale et les enseignants syndiqués à l'Unsa Éducation et au Syndicat des enseignants ont une place particulière. En effet, leur engagement syndical et leurs fonctions dans une École publique et laïque les conduisent à s'opposer aux thèses racistes et xénophobes du Rassemblement national. C'est une continuité de l'action menée sur ces questions pendant des années, notamment au moment des guerres d'indépendance contre le colonialisme, par la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) qui contribua à créer l'Unsa. Ces questions vont être au cœur de la campagne pour l'élection présidentielle de 2022. Le Rassemblement national et tout autre candidat d'extrême droite ne sont pas des formations politiques comme les autres. Leur victoire remettrait en cause la démocratie politique et la démocratie sociale.

Jean Grosset

Des outils pour débattre

À ceux qui disent :

Le Rassemblement national n'est pas d'extrême droite : c'est un parti comme les autres.

Petit retour en arrière...

Le Front national, créé en 1972, est une initiative d'Ordre nouveau, mouvement néofasciste qui a voulu lisser son image en vue des élections législatives de 1973. La boussole de ce mouvement est le MSI, parti néofasciste italien qui a donné un coup du pouce financier au FN pour son matériel de propagande et auquel ce dernier a emprunté le logo (flamme). Le FN devient le RN en 2018.

Quelques membres...

François Brigneau, milicien, condamné pour collaboration avec les nazis.
Pierre Bousquet, ancien SS français de la division *Charlemagne*.
Plusieurs anciens responsables de l'OAS sont membres fondateurs du Front national.

ALEXANDRA BOURGEOIS, PE EN MATERNELLE

La laïcité dans un quartier comme celui où je travaille est un bien fragile qu'il faut protéger. La sensibilisation commence dès le plus jeune âge. La journée de la laïcité est une rampe de lancement pour le travail axé sur l'acceptation de la différence : Tous égaux, tous différents et tous ensemble. Plus qu'un projet spécifique c'est une façon de travailler au quotidien en pointant parfois des différences mais tout en montrant qu'on peut faire ensemble et que c'est aidant, notamment en favorisant la coopération. Les parents doivent y être associés et à chaque admission d'élève, la charte de la laïcité est abordée.

2 questions à Jérôme Fourquet

Dans votre dernier livre co-écrit avec Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux*, vous portez un éclairage sur ce que vous nommez *la France triple A*, définie par les zones d'habitation les plus convoitées, souvent situées à proximité de sites urbains, naturels ou économiques recherchés. Or, elles restent inaccessibles à bon nombre de personnes, ce qui peut nourrir un sentiment de déclassement. Selon vous, quel est l'impact de cette situation sur les scrutins ?

Jérôme Fourquet : En moyenne, hors période de Covid, on estime que 15 % des foyers déménagent chaque année en France. Pouvoir habiter dans un *bon* quartier ou dans une commune *cotée* est un vrai enjeu pour beaucoup de nos concitoyens et le marché de l'immobilier est le cadre d'une très vive concurrence. C'est ce que nous avons appelé la *lutte des places*. Le prix de

l'immobilier renseigne sur l'indice de désirabilité de tel ou tel lieu et, dans tous les territoires, les habitants ont une claire conscience du marché local : ils savent s'ils résident dans une zone *triple A*, *double A*, ou au contraire s'ils ont dû se rabattre sur un lieu moins prisé, voire de faible valeur.

Tout cela a bien évidemment une incidence électorale. On a pu montrer par exemple comment le vote pour le Rassemblement national augmente au fur à mesure que l'on s'éloigne du cœur d'une métropole. De même, plus on s'éloigne d'un littoral, moins le mètre carré est cher et plus le vote RN est puissant.

Les nouveaux secteurs porteurs d'emploi (transports, logistique, aide à la personne, etc.) constituent souvent un salariat éparpillé qui peine à véhiculer son identité sociale et ses revendications globales.

Où ce salariat se situe-t-il sur l'échiquier politique ?

J. F. : Ces salariés, assez présents dans les rangs des gilets jaunes, constituent le nouveau prolétariat dans notre société post-industrielle, prolétariat pour lequel la conscience de classe est faible et le rapport au syndicalisme très distendu. Ce public s'abstient davantage que le reste de la population et ne se sent guère représenté par les forces politiques traditionnelles.

Quand il vote, il opte assez nettement pour le RN, comme en témoignent notamment les scores élevés enregistrés dans les zones périurbaines où une bonne partie de ces salariés modestes résident. Le parti de Marine Le Pen n'est toutefois pas hégémonique dans ces milieux, dont une partie avait voté pour Jean-Luc Mélenchon lors de la dernière élection présidentielle.

Propos recueillis par Rémy-Charles Sirvent



Jérôme Fourquet est directeur du département *Opinion et stratégies d'entreprise* de l'Ifop depuis 2011.

Ses travaux portent notamment sur le Rassemblement national, et plus largement sur les comportements et attitudes politiques en lien avec les religions, l'immigration et les questions d'identité. Il est également expert en géographie électorale.

Engagée contre l'extrême droite

L'engagement de l'Unsa Éducation contre les thèses de l'extrême droite prend racine dans l'histoire du XX^e siècle sous nos précédentes appellations, telles que la Fédération générale de l'enseignement (FGE) ou la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Cela concerne notamment notre action dans la création du Comité de vigilance antifasciste dans les années 1930 ainsi que notre présence dans la Résistance quelques années plus tard, conduisant deux secrétaires généraux du Syndicat national des instituteurs (Sni) à mourir en déportation. Plus tard, alors que nous étions favorables à l'indépendance de l'Algérie, plusieurs militants ont été lâchement assassinés par l'OAS, parfois même devant leurs élèves. Notre engagement constant contre le racisme et les tentatives de recherche

de boucs émissaires devant répondre des maux de la société est un témoignage fort d'attachement au caractère universel de la personne humaine. Des mots, me direz-vous...

Mais ces mots se traduisent en actes, notamment dans le monde syndical où notre fédération, qui regroupe 23 syndicats, conjugue la défense et la conquête de droits pour les personnels avec une farouche volonté d'avancer pour élargir la base sociale de la réussite scolaire et lutter contre les inégalités. Nous promovons également la laïcité, une laïcité que l'extrême droite défigure en véhiculant sa séculaire haine de l'autre. La haine et le rejet, au-delà d'être antinomiques avec l'étymologie du mot syndicalisme, sont à l'opposé de ce que nous voulons pour l'École et pour la société.

Frédéric Marchand
Secrétaire général de l'Unsa Éducation

Des outils pour débattre

À ceux qui disent :

On a essayé tous les partis, pourquoi pas celui de l'extrême droite ?

Petit rappel...

En France, l'extrême droite a déjà accédé au pouvoir lors du régime de Vichy, collaborant avec celui d'Hitler. Pèse-t-on suffisamment les conséquences de l'application de ses thèses : haine de l'autre, antisémitisme, racisme, grand remplacement, référendum sur la peine de mort ? L'extrême droite exècre et dénature les valeurs de la République en déployant le concept de préférence nationale qui nie l'universalité de la personne humaine et trahit la laïcité en l'utilisant pour ne cibler qu'une seule religion.

Unsa

UNE CHARTE DES VALEURS SANS AMBIGUÏTÉ

Lors du Conseil national du 18 mai 2021, l'Unsa réaffirme solennellement sa farouche opposition à tous les extrémismes, ceux de l'ultradroite, de l'ultra-gauche ou les extrémismes religieux et notamment de l'islamisme politique, dont les discours et les actes attaquent, et souvent violemment, la République, ses fondements, ses valeurs et ses représentants. Forte de ses valeurs, l'Unsa agit pour un syndicalisme de la clarté et s'opposera à tous les mouvements qui menacent la République.

Motion adoptée par le Conseil national de l'Unsa (extrait)



NON AU RACISME

POURSUIVONS LE COMBAT CONTRE LA HAINE ET POUR L'ÉGALITÉ

A l'aube d'une élection présidentielle où l'extrême-droite est donnée à des niveaux inédits, il est plus que jamais nécessaire de continuer le combat pour que les idéologies porteuses de haine ne se banalisent pas !



FAITES UN DON À SOS RACISME

En faisant un don à SOS Racisme, vous nous aidez, au-delà de notre lutte contre l'extrême-droite et ses idées haineuses, à continuer l'ensemble de nos actions pour promouvoir l'égalité et la fraternité. Ces actions visent à :

- sensibiliser la jeunesse aux questions de racisme et d'antisémitisme lors d'interventions en milieu scolaire
- aider les victimes de racisme et de discriminations grâce à nos permanences juridiques
- promouvoir le vivre-ensemble à travers notre tour de France « Salam, Shalom, Salut », projet porté par plus de 30 jeunes venus de tous horizons.



SCANNEZ-MOI POUR FAIRE UN DON

